



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2024

Numéro 012

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°012 Mars 2024

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou

Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire

d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / contact1@revueharis.org



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

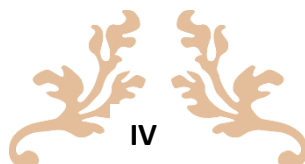
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

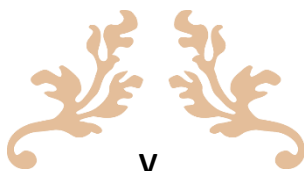
-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAObI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

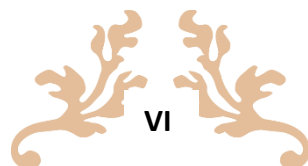
-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Serge DJAMPOU

Approche sociohistorique du handicap au Cameroun : une lecture des réalités endogènes et des politiques internationales sur le handicap.....8-16

EVINDI Venance Majolie

La conférence de Rio de Janeiro (1992) : enjeux, principes et dynamique de coopération Nord-Sud sur la scène internationale.....17-25

Marc ATTOH

La chute de Charles Taylor au Libéria : entre interventionnismes sous régionaux et internationaux.....26-41

Samuelle Bernice EBA

Instabilités sécuritaires et régime constitutionnel en Afrique de l'Ouest.42-55

KONATÉ Kapagaya Moussa

La politique extérieure de la Lybie en Afrique sous Mouammar Kadhafi.56-66

Etienne KOLA

Analyse de la crise socioéconomique et éducative au Burkina Faso sous le prisme de la philosophie pragmatique comme base doctrinale.....67-80

Nadège Ludvine TEDONGMO

Analyse critique de la prise d'otages dans le Golfe de Guinée : enjeux, acteurs et pistes de solutions.....81-96

LEOBLE Baka Célestin

Processus de création et d'extension de l'Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD) : Entre rêve et utopie (1977-1981).....97-110

KOUAME Yao Frédéric

Congo Brazzaville : Du Marxisme léninisme à la guerre civile (1969-1997).....111-123

KOUAME Yao Frédéric

Houphouët-Boigny et le Communisme de 1946 à 1991.....124-137





PROCESSUS DE CRÉATION ET D'EXTENSION DE L'ACCORD DE NON-AGRESSION ET DE DÉFENSE (ANAD) : ENTRE RÊVE ET UTOPIE (1977-1981)

LEOBLE Baka Célestin

Docteur en Histoire des Relations Internationales
leoblecelestin@gmail.com

RÉSUMÉ

L'intervention salvatrice des armées soviéto-cubaines aux côtés des forces procommunistes du MPLA dans la guerre d'Angola, en 1975, attise les envies hégémoniques de ces derniers en Afrique. Cette situation inquiète les leaders francophones tels que Félix Houphouët-Boigny. Si des relations privilégiées liant le chef de l'État ivoirien à la France sont connues, de même que son anticommunisme, une étude de sa politique étrangère, notamment en Afrique de l'Ouest, suscite un intérêt particulier. Elle interroge sur les péripéties et le long cheminement suivi par Houphouët et ses collègues de la CEAO pour la constitution d'une structure militaire de prévention de la menace communiste. Car, l'unité dans une organisation ou un regroupement constitue, pour lui et ses proches, un rempart contre la poussée communiste. Alors, réunis au sein de la CEAO, les membres de cette organisation signent avec le Togo un Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD). Félix Houphouët-Boigny et Léopold Sedar Senghor espèrent étendre cet accord à l'ensemble des États de la CEDEAO, qui adopte le principe de non-agression, sans pour autant souscrire, par la suite, au projet de mutualisation des forces militaires, en cas d'incursion extérieure. Ils butent sur les oppositions du Bénin, du Cap-Vert et surtout du Mali. Le président malien refuse, en effet, d'engager son armée dans la défense des intérêts coloniaux. La position malienne est très embarrassante pour les leaders de la CEAO d'autant que le Mali est membre de l'organisation et signataire de l'ANAD depuis 1977. Le chef de l'État ivoirien entame un rapprochement avec son homologue malien qui se matérialise par l'invitation de ce dernier à Yamoussoukro. L'approche ivoirienne, mais aussi les risques d'un isolement du Mali, dans un contexte de crise économique, pousse Bamako à signer le protocole-cadre qui définit le fonctionnement de l'ANAD, synonyme de son entrée en vigueur effective.

MOTS-CLÉS : accord – assistance – communistes – conflits – défense – forces – agression.

ABSTRACT

In 1975, the intervention of the Soviet-Cuban armies alongside the pro-communist forces of MPLA in the Angola war heightened the hegemonic ambition of these groups in Africa. This situation raised concerns among francophone leaders such as Félix Houphouët-Boigny. While his strong ties to France and anti-communist stance are well known, there is particular interest in studying his foreign policy, especially in West Africa. This study focuses on the challenges faced by Houphouët and his colleagues on the West African Economic Countries (WAEC) in establishing a military structure to counter the communist threat. United within the WAEC, the members of this organization, including Félix Houphouët-Boigny and Léopold Sedar Senghor, signed a Non-Agression and Defense Agreement (NADA) with Togo. They aimed to extend this agreement to all ECOWAS member states, adopting the principle of Non-aggression without fully subscribing to the mutualization of military forces in the event of external incursion. However, they encountered opposition of Benin, Cape Verde and particularly Mali. The Malian president, in particular, refused to involve the Malian army in defending colonial interests. The Malian position posed a significant challenge for the WAEC leaders, given Mali membership in the organization and its status as a signatory of the NADA since 1977. In response, Félix Houphouët-Boigny initiated a rapprochement with the Malian president, culminating in the latter's invitation to Yamoussoukro. The Ivorian approach, combined with the risks of Mali's isolation in the midst of an economic crisis, compelled Bamako to sign the framework protocol defining the functioning of the NADA, marking the effective implementation of the agreement.

KEY WORDS : accord – agression – assistance – communistes – conflits – defence – forces.

Introduction

La guerre civile d'Angola a éveillé les dissensions idéologiques latentes en Afrique. Elle a servi de passerelles aux forces armées étrangères notamment cubaines et soviétiques, qui y ont perçu une opportunité de s'installer militairement sur le continent. Cette guerre a eu une résonance toute particulière dans toutes les régions africaines, exacerbant les rivalités politiques et idéologiques.

En Afrique de l'Ouest, la grande proximité du président Félix Houphouët-Boigny, doyen d'âge des chefs d'État, de l'Occident et de la France en particulier, l'a conduit au rejet du communisme. Dans un contexte de présence militaire soviéto-cubaine en Afrique, une étude des conséquences de cette présence sur la politique ivoirienne dans la sous-région s'avère opportune. Elle vise à mettre en lumière le rôle et l'importance des regroupements ou organisations dans la lutte anti-communiste du chef de l'État ivoirien.

Face en effet au déchainement de la puissance de feu des Soviétiques, résolu à user du moindre brasier pour se répandre sur le continent, les États ouest africains proches des démocraties libérales résolvent de circonscrire cette avancée, à travers la pacification des relations et surtout la signature d'un Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD) en 1977, à Abidjan, pour tenter de réduire au mieux les risques d'un affrontement dans la région. Mais, du sommet de la capitale ivoirienne à l'année 1981, date de l'adoption du protocole-cadre, l'ANAD entame un périple tumultueux jalonné d'espoir et d'illusion.

Quel est alors le processus de création et mise en œuvre de l'ANAD durant cette période ?

La question centrale invite à une étude chronologique s'étalant de 1977 à 1981. Elle offre l'avantage de saisir les différentes étapes qui ont rythmé la mise en place de l'instrument de défense de la CEAO. Dans l'entame de ce travail, l'analyse du contexte politique qui prévaut en Afrique s'avère indispensable, dans la mesure où il contient des facteurs explicatifs ; c'est-à-dire les motivations réelles de la création de l'ANAD. Elle permet, ensuite, d'appréhender la vocation de cette structure avec son lot de divergences, et enfin le dénouement ayant conduit à sa mise en œuvre véritable.

1.Regain des conflits idéologiques en Afrique ou les motivations a l'accord de non-agression

1.1. Les implications de la guerre d'Angola

Le coup d'État militaire du 24 avril 1974 au Portugal qui renverse le régime colonialiste de Lisbonne, sonne le glas de la colonisation européenne en Afrique. Le 15 Janvier 1975, un accord est conclu à Alvor entre les nouvelles autorités portugaises et les trois principaux mouvements de libération angolais (MPLA, FNLA et UNITA)¹. Cet accord appelle les parties à la formation d'un gouvernement d'union nationale sous la direction d'un Haut-représentant portugais jusqu'à la tenue d'élections avant le 11 novembre 1975, date choisie pour la proclamation de l'indépendance du pays².

¹ MPLA : Mouvement Populaire de Libération de l'Angola est d'obédience marxiste-léniniste ; FNLA : Front National de Libération de l'Angola et l'UNITA : Union des Nationalistes pour l'Indépendance

Total de l'Angola sont proches des puissances occidentales.

² (AFP) « Angola : l'indépendance pour le 11 novembre 1975 » in *Fraternité Matin* du vendredi 17 janvier 1975, p.20.

L'accord d'Alvor loin d'unir les Angolais, a plutôt ravivé les antagonismes et affrontements entre les mouvements nationalistes, notamment entre, d'une part le MPLA, communistes et FNLA et UNITA et ses alliés occidentaux d'autre part. La compétition est enclenchée pour le contrôle de la capitale Luanda, par ailleurs fief du MPLA d'Agostinho Neto, avant le 11 novembre 1975, date de départ du Portugal et date de la proclamation de l'indépendance du pays³.

Jusqu'au mois d'octobre 1975, les tentatives de médiation régionale et continentale sont restées sans succès : celle de Lusaka du 13 Septembre 1975 et celle du 1^{er} octobre de la même année à Kampala. L'échec des pourparlers, à un mois du 11 Novembre, consacre définitivement le recours aux armes. Déjà soutenus par les pays occidentaux via le Zaïre de Mobutu, le FNLA de Roberto Holden et l'UNITA de Jonas Savimbi obtiennent l'appui militaire de l'Afrique du Sud (Y. Loiseau et P. G. De Roux, 1987, p.215).

Les forces du MPLA essuient d'importants revers sur tous les fronts : elles sont repoussées du Nord par la coalition FNLA/UNITA et les soutiens zaïrois, et du Sud par la puissance de feu sud-africaine et les deux autres mouvements rivaux. Jusqu'à la fin du mois d'octobre, les forces du MPLA sont retranchés dans une étroite bande traversant Luanda au Nord-Ouest à la ville de Henrique de Carvalho au Nord-Est ; ce qui n'empêche pas Roberto Holden, bénéficiant à son tour de la présence déterminante d'environ 2500 soldats cubains venus in-extremis sécuriser la capitale, de proclamer l'indépendance de l'Angola⁴.

³ Jean-Claude POMONTI « Angola : une partition de fait se dessine sur le terrain » in *Le Monde* N°9503 du dimanche 10 et lundi 11 août 1975, p.1

Il fonde la République Populaire d'Angola, et obtient la reconnaissance notamment du Portugal, et naturellement de l'Union Soviétique à qui elle formalise sa demande d'aide militaire. Alors s'ensuivent des livraisons d'équipements militaires soviétiques, par un pont aérien transitant par Pointe-Noire. Il s'agit entre autres des fusées sol-sols de 122 mm, des chars T34, des lance-roquettes, des hélicoptères légers dotés de lance-roquettes...et par la suite des MIG-21⁵. La superpuissance communiste fait suivre cet armement moderne d'instructeurs et techniciens soviétiques et Est-Allemands.

C'est alors sans surprise que l'équilibre des forces change sur le terrain : les troupes sud-africaines sont contraintes de se retirer du territoire angolais. Le FNLA et l'UNITA sont mis en déroute par la puissance de feu soviétique qui parvient à reconquérir la quasi-entièreté du pays en février 1976, au grand dam des pays africains modérés proches, la Côte d'Ivoire et le Sénégal en l'occurrence.

Déterminés à préserver jalousement ce territoire conquis de haute lutte, les communistes (troupes cubaines, techniciens soviétiques et Est-Allemands...) équipés de matériels de pointe se maintiennent en Angola, faisant du pays une base militaire à ciel ouvert en terre africaine. Si cette présence inquiète les pays ouest-africains amis de la France, ceux-ci se résolvent toutefois à reconnaître le nouvel État en février 1976. Leur crainte se révèle quand les forces communistes basées en Angola appuient les rebelles zaïrois dans la région du Shaba, un an plus tard, en mars 1977.

⁴ *Année Africaine* 1975, Paris, éditions A. Pédone, 1976, pp.229-230.

⁵ Anonyme, « Angola : l'internationalisation du conflit » in *Afrique Contemporaine* N°83 de janvier-février 1976, p.21

1.2. La première guerre du Shaba (mars-mai 1977) : le signe de la volonté d'expansion communiste

Depuis la victoire des Forces du MPLA soutenues par l'URSS au premier trimestre de l'année 1976, la situation dans la région est restée précaire et tendue. La frustration a gagné toutes les parties. Si les forces anti-communistes ruminent encore leur défaite et la présence militaire marxiste-léniniste dans la région ; pour le MPLA, cette victoire salvatrice, a un goût d'inachevé dans la mesure où subsistent encore des forces réactionnaires ennemies à sa frontière Nord (le FNLA et son parrain Mobutu).

C'est alors dans ce contexte que survient, dans la nuit du 8 au 9 mars 1977, l'attaque depuis l'Angola, de plusieurs colonnes de combattants composés d'anciens gendarmes du Katanga, à l'intérieur du territoire zaïrois, dans la région du Shaba (ex-Katanga).

Ainsi, s'en prennent-ils à trois villes de la riche province minière (Dilolo, Kapanga et Kisengi) qui tombent sous leur contrôle. Très vite, le Front de Libération National Congolais (FLNC), le 11 mars 1977, revendique la responsabilité des attaques lancées contre ces trois villes frontalières zaïroises. Il ajoute dans un communiqué rendu public à Paris que l'opération vise à renverser le régime du président Mobutu Sese Seko⁶.

La victoire du MPLA et de ses alliés sur les forces pro-occidentales avait donné des idées aux anciens gendarmes de la région minière et surtout aux Soviétiques et aux

Cubains. Ces ex-gendarmes étaient convaincus qu'avec le matériel militaire et le soutien de leurs amis, ils pouvaient à leur tour changer l'orientation politique dans leur pays.

Les communistes non-africains qui ne rêvaient que de s'étendre sur le continent noir virent d'un bon œil cette opportunité qui offrait par la même occasion les possibilités de supplanter les Américains sur ce continent en les dépossédant de ce vaste et riche territoire.

En moins d'une semaine, les troupes du FNLC composées en majorité des anciens gendarmes katangais et de nouvelles recrues angolaises conquièrent trois villes de la région minière, le poumon de l'économie zaïroise. Estimée à 6 000 hommes, les troupes conduites par le général Nathanaël M'Bumba ancien inspecteur de la police du Kolwezi⁷, n'ont aucun mal à pénétrer cette région et à s'emparer de Dilolo, Kapanga et Kisengi. Elles progressent les jours qui suivent jusqu'à 300 km à l'intérieur du Zaïre.

Les soldats du FNLC sont en effet dotés d'équipements militaires russes. Ils ont certes profité de l'effet de surprise, mais les réactions de l'armée zaïroise composée de 60 000 soldats (l'une des mieux équipées de l'Afrique subsaharienne) ont été vaines ; elle a été mise en déroute par ces combattants rompus à la guérilla⁸. L'armée zaïroise était aussi réputée être une armée moins disciplinée et gangrénée par la corruption. Le constat a été même fait par le président Mobutu dans la préface d'un mémorandum en août 1974 :

⁶ « Zaïre : Des opposants au régime revendiquent la responsabilité des attaques contre trois villes du sud » in *Le Monde* N°9990 des dimanche 13 et lundi 14 mars 1977, p.4.

⁷ Il s'était réfugié à Luanda après qu'il eût été accusé de menées tribalistes. Il lui était

reproché d'animer l'association des Lunda l'ethnie dominante du Shaba.

⁸ Jean-Pierre AYE (envoyé spécial *Fraternité Matin*), « La guerre du Shaba : 3. La victoire de la solidarité » in *Fraternité Matin* N°3774 du lundi 6 juin 1977, p.18.

Les vols, les détournements animeront les maux de l'armée et les abus au détriment de l'État et des individus, les innombrables faux et usages de faux, l'absentéisme généralisé, le manque de continuité dans l'effort, de sérieux et de discipline, le non-respect de la hiérarchie, la mauvaise utilisation du personnel, les mutations trop fréquentes, l'imprévision, l'inefficacité etc.⁹.

Mobutu ne peut que s'en remettre aux Occidentaux et à ses collègues et amis africains à qui il a, par ailleurs, lancé des appels de détresse en criant à l'invasion communiste. Le succès militaire des ex-gendarmes n'en a pas moins alerté les modérés au premier rang desquels figure Félix Houphouët-Boigny. Avec Senghor, Houphouët appelle la France à ne pas abandonner le Zaïre devant cette incursion communiste dont les visées sont connues.

Pour le chef d'État ivoirien, l'immobilisme de la France face à cette agression pourrait encourager les Soviétiques (dont l'intérêt pour l'Afrique n'est plus à démontrer) à multiplier ce type d'action partout sur le continent.

La France confie alors la sous-traitance de l'opération à son allié marocain hautement hostile au communisme et très proche des modérés dont le président Ivoirien, Félix Houphouët-Boigny.

⁹ *Idem*

Les exemples ne manquent pas dans ce mémorandum : « Les ambulances servent à faire des courses au marché... les cantines sont dépouillées de leur poste de radio » Selon Jean Pierre AYE, envoyé spécial de *Fraternité Matin*, durant même la guerre du Shaba la contre-offensive pour la reprise de

Le Royaume chérifien y envoie 1 200 soldats qui cohabitent avec 80 conseillers militaires français dépêchés par Paris sur le terrain (M. Aircadi de Saint-Paul, 1989, p.217). La France offre entre autres un avion pour le transport des Marocains. L'Égypte de El Sadate, ayant basculé dans le camp occidental depuis le divorce de 1972, avec l'URSS, envoie au Zaïre 50 militaires essentiellement des techniciens et pilotes. La coalition militaire ainsi montée dans les premières semaines d'avril 1977, parvient à la fin du mois de mai à reprendre les positions occupées par les forces du FNLC à l'issue d'intenses combats.

La guerre d'indépendance en Angola a favorisé la présence militaire massive de l'Union Soviétique et ses satellites cubains dans ce pays. Elle a aussi aiguisé ses appétits d'expansion sur le continent. L'expérience du Shaba a fortement retenti dans les capitales francophones ouest-africaines qui ne songe qu'à s'en prémunir.

2.L'ANAD, un organe de prévention et de lutte contre la présence communiste

2.1. Signature dans le cadre de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) d'un Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD)

La deuxième moitié de la décennie 1970 est marquée, en Afrique, par un regain de la présence des armées du camp communiste. Initialement en soutien aux pays progressistes, d'orientation marxiste,

la ville de Kapanga prévue le 5 mai n'a pu l'être. Car 150 fûts d'essences soit 30 000 litres destinés au ravitaillement des engins motorisés ont été détournés. Des vivres affectés aux unités se sont retrouvés sur le marché de Kinshasa.

ces armées n'hésitent pas, notamment dans le cas de l'Angola, d'étendre leur influence.

La réapparition des tensions en Afrique australe et plus exactement de la guerre idéologique inquiète au plus haut point les leaders modérés francophones de l'Afrique de l'Ouest. La première guerre du Shaba en mars-mai 1977 confirme ces craintes et révèle les ambitions Soviétiques d'étendre le communisme en Afrique

Ces pays francophones notamment la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo prennent en effet conscience de l'imminence de la menace à leurs différentes frontières ; car, sur la base des affinités idéologiques, les uns peuvent être utilisés contre d'autres ou servir de passerelles à l'ennemi.

La guerre d'Angola avait en fait réveillé la division idéologique du continent particulièrement à la conférence extraordinaire de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), le 10 janvier 1976, à Addis-Abeba qui devait se prononcer sur cette question. Sur les 46 États présents dans la capitale éthiopienne à l'exception du pays hôte et de l'Ouganda du président en exercice Amine Dada, 22 étaient favorables au MPLA, le mouvement communiste et les 22 autres à la coalition pro-occidentale FNLA/UNITA. Senghor l'un des porte-paroles des modérés, les leaders proches de la philosophie occidentale, et Houphouët-Boigny "découvrent" les positions de voisins comme le Mali et le Niger, en plus de celles déjà connues du Benin, de la Guinée et du Ghana.

L'orientation du Mali et du Niger interpelle à plus d'un titre la Côte

d'Ivoire et le Sénégal d'autant qu'ils sont membres de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), et sont susceptibles de remettre en cause l'unité et l'harmonie au sein de l'organisation. Pour le leader ivoirien et son homologue sénégalais, ces penchants progressistes, deviennent préoccupants après l'attaque depuis l'Angola des forces pro-marxistes au Zaïre. Ils décident alors de s'en prémunir.

Un sommet de la CEAO est annoncé en pleine guerre du Shaba en juin 1977 à Abidjan. L'objectif de ce troisième sommet est de discuter des problèmes liés à la crise économique, mais aussi de se pencher sur les questions sécuritaires d'autant qu'à l'Est du continent, dans la corne, sévit un conflit meurtrier où les Soviétiques sont au côté des Ethiopiens.

Ainsi, les 8 et 9 juin 1977, à Abidjan réunissant les six chefs d'État de la CEAO¹⁰, les présidents ivoiriens et sénégalais, principaux leaders de la communauté, soumettent à leur homologue un accord de non-agression et de défense. Si l'accord ne figure pas dans le communiqué final, il requiert tout de même l'adhésion de la plupart des chefs d'État présents qui signe l'Accord de Non-Agression d'Assistance et de Défense (ANAD). Le Togo, pays observateur, non membre de la CEAO, paraphe lui aussi le document.

En effet, « Les Gouvernements des pays signataires de l'accord s'engagent à ne pas utiliser la force entre eux pour régler les différends. Ils s'engagent également à se prêter mutuellement aide et assistance pour leur défense contre toute agression »¹¹. Un secrétariat permanent est créé avec pour siège Abidjan. Ne disposant

¹⁰ Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Moussa Traoré (Mali), Sangoulé Lamizana (Haute

Volta), Seyni Kountché (Niger) et Mocktar Ould Daddah (Mauritanie).

¹¹ Accord de Non-agression et de Défense, signé à Abidjan, le 9 juin 1977, Carton

d'aucun pouvoir de décision, le secrétaire général est chargé du suivi des mesures de défense élaborées par le conseil des ministres et approuvées par les Chefs d'État et de Gouvernement¹².

Le président Senghor revenant sur les acquis de la rencontre, indique les raisons de la signature de l'ANAD en ces termes :

Il reste que dans l'Afrique sanglante d'aujourd'hui, où se poursuit, dans le Nord-ouest [au Sahara occidental], une guerre honteuse qui n'ose pas dire son nom et s'allume un incendie dans l'Afrique de l'Est, le besoin principal de tous les États, qui est, en même temps, la condition sine qua non de leur développement, c'est la sécurité. C'est pourquoi les six États de la CEAO ont décidé de signer un accord de non-agression et d'assistance, qui sera l'instrument le plus efficace de leur développement parce que de leur sécurité¹³.

Houphouët et Senghor, deux chefs modérés d'Afrique francophone, qui avaient mené leur pays respectif à l'indépendance, étaient rebutés par les velléités du communisme sur le continent ; si bien que la guerre avant et après l'indépendance de l'Angola les avaient liés davantage. La convergence de vue de ces deux leaders sur les grands dossiers de l'Afrique s'était renforcée.

Le Togo du président Gnassingbé Eyadema, pays membre du Conseil de l'Entente, avec qui le chef de l'État ivoirien entretient des relations très étroites, est associé à l'accord bien qu'il ne soit pas membre de la CEAO.

L'accord de non-agression et d'assistance mutuelle une fois signé par les pays membres de la CEAO plus le Togo, les présidents Houphouët et Senghor, principaux leaders de la communauté, songent à l'étendre à une organisation plus large.

2.2. Tentative d'extension de l'accord à la CEDEAO

Persuadés des caractères « pacifiques » de la communauté (la CEAO), « bâtie sur des affinités historiques et géographiques, ethniques et culturelles »¹⁴ et même politiques, Houphouët et Senghor se rendent compte de l'imminence du péril à l'extérieur de leur frontière. Ils envisagent alors d'étendre le pacte à la CEDEAO, la nouvelle organisation économique de l'Afrique de l'Ouest, constituée tant de francophones, d'anglophones que de lusophones ; tant de révolutionnaires que de modérés.

Des antagonismes et hostilités existaient en effet entre les différents États de cette partie du continent. L'adoption et la signature d'un accord de non-agression et d'assistance constituerait assurément un véritable gage de paix.

Le sommet de 1978 est donc désigné pour la soumission du pacte. La réconciliation en grande pompe avec Sékou Touré ne dissuade guère Houphouët et son allié ; au contraire,

ANAD, Centre de documentation du Ministère des Affaires Étrangères de Côte d'Ivoire.

¹² Idem

¹³ « Le 3^e sommet de la CEAO. Le président Senghor : une communauté à la fois cohérente et dynamique » in *Fraternité Matin* du mercredi 10 juin 1977, p.21

¹⁴ Idem

elle est une source de motivation et un signe d'espoir pour l'aboutissement du projet. Le journal gouvernemental de l'État de Côte d'Ivoire *Fraternité Matin* dans sa parution du 21 avril 1978, date de l'ouverture du troisième sommet de la CEDEAO, écrit ceci à la première page :

Le troisième sommet étudiera essentiellement le programme des activités de la CEDEAO pour les dix prochaines années. Il se penchera également sur un projet de pacte de non-agression entre les pays membres. Ce projet d'inspiration togolaise et nigériane a donné lieu à de longs débats au cours du conseil des ministres qui a précédé le sommet actuel¹⁵.

Le journaliste de l'organe étatique ivoirien attribue la paternité du pacte de non-agression au Togo et au Nigéria. Est-ce parce qu'ils sont les initiateurs de la CEDEAO, et par ailleurs désignés par les États de l'organisation pour préparer ses fondements statutaires de son fonctionnement ? Ou l'un des deux pays a-t-il été l'intermédiaire du ou des véritables initiateurs ?

Si la proposition du pacte émane des travaux du Togo et du Nigéria, la paternité de l'idée ne provient pas de ces deux États. Gnassingbé Eyadema avait certes dépêché son ministre des Affaires Étrangères au sommet de la CEAO, à Abidjan (en juin 1977) en tant qu'observateur, mais le pacte ne constituait pas sa préoccupation. Il était un soutien politique essentiel et un pilier de taille pour le leader ivoirien

au sein du Conseil de l'Entente et dans la sous-région.

Connaissant la difficulté pour chacun des pays africains d'assurer seul sa défense, surtout après l'expérience du Shaba qui a suscité la mobilisation des armées africaines, le chef de l'État ivoirien pense à anticiper un pareil scénario. Il souhaite pour ce faire, la mise en place d'une force commune mobilisable dès que besoin se ferait sentir : la mutualisation des forces pour parer à toute attaque ennemie, et procommuniste en l'occurrence.

Le pacte de non-agression est ainsi soumis au conseil des ministres de la CEDEAO. Ayant fait l'objet de longs débats au cours du conseil des ministres de la CEDEAO, le chef de l'État ivoirien juge nécessaire de tenir une concertation restreinte avant le sommet. A la veille donc du sommet, dans la nuit du 20 au 21 avril 1978, « une réunion préliminaire dans la nuit du jeudi [20] au vendredi [21] au « Fédéral Palace Hôtel » qui avait regroupé autour du Président Félix Houphouët-Boigny les chefs d'État du Togo, du Nigeria et du Libéria »¹⁶.

Une réunion la veille, autour du doyen d'âge considéré aussi comme le "sage", révèle déjà son influence au sein de la nouvelle organisation régionale ; influence perçue encore dans le changement de la date du banquet officiel, initialement prévu au lendemain de la fin du sommet, le soir du 23 avril, ramené au 22 soir, à la demande du chef de l'État ivoirien devant rentrer juste à la fin des travaux pour d'autres charges¹⁷.

¹⁵ « CEDEAO : le 3^e sommet s'ouvre aujourd'hui à Lagos » in *Fraternité Matin* N°4042 du vendredi 21 avril 1978, p.1

¹⁶ « CEDEAO : le 3^e sommet s'ouvre aujourd'hui à Lagos » in *Fraternité Matin* N°4042 du vendredi 21 avril 1978.

¹⁷ « 3^e conférence de la CEDEAO : Le communiqué final » in *Fraternité Matin* N°4044 du lundi 24 avril 1978, p. 23

La réunion préliminaire porte sur l'inscription, à l'ordre du jour, du pacte de non-agression au sommet des chefs d'État. Houphouët cherche ainsi à tout mettre en œuvre pour le faire adopter. Gnassingbé Eyadema, le président en exercice de la CEDEAO, s'y engage. Dans son discours d'ouverture, il invite donc ses collègues à prendre conscience de l'importance du pacte inscrit à l'ordre du jour. Et pour convaincre les plus sceptiques, il s'appuie sur la malheureuse expérience que connut le Bénin en janvier 1977, subissant une agression extérieure. Il estime que ce pacte de non-agression serait un puissant instrument de dissuasion de potentiels ennemis de la communauté.¹⁸

Ce projet de pacte est cher à la diplomatie ivoirienne, son chef en première ligne, si bien que son adoption retient l'attention de l'organe gouvernemental qui fait fi des autres décisions et, mentionne à sa Une cette phrase : « 3è sommet de la CEDEAO : le pacte de non-agression a été adopté à Lagos »¹⁹.

Une question légitime se pose de savoir si cette adoption n'a pas en réalité justifié le déplacement d'Houphouët dans la capitale nigériane. Une chose est sûre, la mention dans le document final de ce vœu, a suffi au bonheur du leader ivoirien. Ainsi, est-il libellé dans le communiqué final « Le protocole de non-agression et la procédure de diffusion des décisions de la conférence et du conseil des ministres ont été adoptés »²⁰.

En réalité, l'idée d'un pacte de non-agression est adoptée dans son principe par la majorité des pays

membres qui prennent ainsi l'engagement de ne pas s'attaquer, mais il n'est pas suivi de décisions concrètes, compte tenu du fait que les contours ne sont pas clairement définis.

La conférence de 1979, prévue à Dakar, est la tribune choisie pour soumettre les propositions de pactes, les discuter en vue d'une adoption.

Mais en attendant la rencontre de Dakar, les leaders sénégalais et ivoiriens n'entendent pas rester passifs encore moins dans un contexte de résurgence de la (deuxième) guerre du Shaba. Ils profitent du sommet franco-africain de Paris en 1978 pour tenter de rallier d'autres États au projet de pacte de non-agression, sans y parvenir.²¹ L'idée d'un pacte à l'échelle du continent n'a pas plus de succès.

2.3. Désaccord persistant entre États membres de la CEDEAO sur la nature de l'ANAD

La conférence de la CEDEAO, de Dakar, en mai 1979 est une autre occasion pour Houphouët et ses collègues favorables à l'accord de défense de l'élargir à l'ensemble ouest africain. À cette rencontre, le Sénégal et le Togo proposent chacun un projet. Ces deux projets de pacte très proches par ailleurs prévoient en effet la création d'une force commune. La proposition de ces deux pays membres de la galaxie des États africains anti-communistes, traduit leur volonté ferme de se donner toutes les chances de voir la mise sur pieds effective de cette force²².

¹⁸ *Idem*

¹⁹ *Ibidem*

²⁰ *Ibidem*

²¹ Jean-Louis BUCHET, « CEAO : un pacte à oublier » in *Jeune Afrique* N°1921 du 31 octobre 1979, p.25

²² Ce scénario fait penser à celui de la conférence constitutive de l'OUA à Addis-Abeba où le président du Libéria, Tubman et Sélassié, l'hôte de la rencontre, proposent chacun une charte de l'unité africaine quasi similaire.

Ils appellent en effet à la mutualisation des forces militaires, la création d'un commandement militaire constitué des armées des pays membres qui seraient activées au besoin pour faire barrage à toute incursion marxiste-léniniste. Si ces projets acquièrent l'adhésion de treize des seize pays membres dont les principaux sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo, le Nigeria, le Niger, la Gambie, la Guinée, le Ghana, Libéria, la Mauritanie, la Sierra Leone, ce n'est pas le cas pour et le Benin, le Cap-Vert et le Mali.

S'abstenant de la langue de bois et se distinguant clairement des réticences béninoises et capverdiennes, le président malien exprime ouvertement son désaccord : « Le Mali se refusera d'engager ses forces de sécurité dans la protection d'intérêts coloniaux, quels qu'ils soient »²³.

L'évocation en effet du projet de défense commune, au sommet franco-africain (22 et 23 mai 1978) soutenu par Paris, a gommé les acquis de la conférence de la CEDEAO de Lagos. Elle a donné une connotation colonialiste au projet, hérissant des États percevant désormais l'idée comme un moyen de préservation et pérennisation des intérêts français en Afrique face à la menace militaire soviétique.

Moussa Traoré se refuse alors d'engager ses troupes pour la défense des intérêts coloniaux. Inutile pour lui en effet de se dresser contre une hypothétique chute des régimes pro-capitalistes. Il est favorable aux termes de l'accord de 1977, engageant les États signataires à ne pas s'agresser et à porter une assistance à celui qui serait attaqué. Le chef de l'État malien refuse le passage « d'un accord de simple assistance mutuelle vers un pacte de défense commune »²⁴.

Malgré ces réserves, les chefs d'État mettent sur pied une « commission technique » composée des ministres des Affaires Étrangères, de la Défense, des Finances et des chefs d'États-majors pour étudier les deux projets (sénégalaise et togolais), afin de proposer au sommet de Lomé un « texte harmonisé » de pacte²⁵. Ce passage presque en force au sommet de Dakar n'est pas un signe de sérénité et de cohésion des pays membres de la communauté. Il présage certainement des difficultés à venir.

La rencontre de la commission technique, les 20 et 21 mai 1980 à Lomé, moins d'une semaine avant la rencontre des chefs d'État, douche l'optimisme affiché quelques semaines plutôt par le président sénégalais²⁶. Le Benin et le Mali s'opposent une fois de plus à la création d'une force commune

²³ « CEDEAO. Pacte de défense : « Progressistes » et « Modérés » s'opposent » in *Fraternité Matin* du jeudi 22 mai 1980, p.28

²⁴ Jean-Louis BUCHET, « CEAO : un pacte à oublier » in *Jeune Afrique* N° du 31 octobre 1979, p.25

²⁵ « CEDEAO : Projet de défense : Les ministres se sont rencontrés hier à Lomé » in *Fraternité Matin* du mercredi 21 mai 1980, p.22

²⁶ Pour le président sénégalais, « L'Est et l'Ouest ont transféré, depuis la seconde guerre mondiale leurs querelles vers les continents du tiers-monde » rendant indispensable les pactes de défense. Il

estime toutefois que du fait de la diversité des idéologies en Afrique, « Il sera difficile d'arriver à un pacte de défense digne de ce nom au niveau continental. Il annonce que « le prochain sommet de la CEDEAO pourrait voir le vote et l'application d'un pacte de défense de la communauté ». Propos de Senghor tiré de l'interview accordée à la *Revue Africaine de Stratégie*, repris dans *Fraternité Matin* du 14 février 1980 sous le titre : « CEDEAO : Selon Senghor, un pacte de défense pourrait être signé » in *Fraternité Matin* N°4589 du 14 février 1980, p.26

avec un commandement commun, bloquant ainsi les discussions et la rédaction de texte devant la régir. Le Bénin, après l'expérience de janvier 1977, craint que ce pacte ne serve de bâton aux membres de l'organisation constitués en majorité de pro-occidentaux contre les États communistes (comme le sien) de la région.

L'adhésion de tous étant indispensable, le texte du projet de défense collectif ne peut être rédigé a fortiori ratifié, et cela au grand dam de ses principaux initiateurs. Houphouët n'a pas jugé utile d'effectuer le déplacement dans la capitale togolaise²⁷. Le blocage au sein de la commission technique avait-il été un indicateur pour lui ? Ou avait-il depuis le sommet de Dakar en 1979, compris l'impasse dans laquelle se trouvait la CEDEAO vis-à-vis du projet de défense commune ? Quoiqu'il en soit, le leader ivoirien avait laissé le soin à ses collègues de relever le défi. Senghor jouant tout son va-tout avait même envisagé un accord entre les États favorables à l'accord.

Mais, le jour de la rencontre, il bute à nouveau sur l'objection des Maliens et des Béninois ; ce qui lui fait dire qu'il est « sage de laisser leur liberté aux États qui ne veulent pas entrer dans l'accord de défense et qu'il ne serait pas question que ces derniers puissent empêcher les États qui le désirent de négocier un tel pacte »²⁸.

La non-signature du projet de non-agression et d'assistance est une grande désillusion pour Houphouët, Eyadema et Senghor, mais elle

n'entame pas pour autant la détermination de l'Ivoirien et de son homologue togolais de voir ce rêve se réaliser ; en dépit de la démission du président sénégalais, du grand allié Senghor, cédant son fauteuil à son premier ministre, Abdou Diouf.

Le président Félix Houphouët-Boigny, homme politique avisé et fin stratège, résolu à parer à toute éventuelle agression d'un pays voisin ou sous régional, en cette période d'expansion militaire soviétique dans le tiers-monde²⁹, décide d'établir un pont avec le président malien avant le sommet de la CEDEAO de fin mai 1981 de Freetown. Moussa Traoré est invité à Yamoussoukro par le "Vieux", le doyen des chefs d'État africains.

3.À la conquête des réticences au projet de défense commune

3.1. L'invitation du président malien Moussa Traoré

Se rapprocher véritablement du Malien, dans l'optique de le comprendre et tenter de le convaincre, nécessite un séjour relativement prolongé, qui ne se limiterait pas à un bref passage en terre ivoirienne. Ainsi, du 19 au 21 mai 1981, le président malien est-il reçu en Côte d'Ivoire, dans la ville natale de son hôte. Trois jours d'échange, de partage et de travail au cours desquels le président ivoirien montre fièrement les acquis de son orientation politique. Au terme de son séjour, Moussa Traoré lâche cette

²⁷ Il a été représenté à la réunion des chefs d'État par son ministre des Affaires Étrangères Siméon Aké.

La délégation ministérielle était conduite par Abdoulaye Koné, ministre de l'Économie et du Plan et comprenait les ambassadeurs Louis Antoine Aduko et Georges Ouégnin, ainsi qu'une demi-douzaine d'experts.

²⁸ « 5^e sommet de la CEDEAO. Le Président Eyadema à l'ouverture : "Donnons à nos intérêts économiques le pas sur nos divergences politiques" » in *Fraternité Matin* du 28 mai 1980.

²⁹ Les Soviétiques depuis 1979 étaient en guerre en Afghanistan. Et les dépenses militaires demeuraient en hausse en URSS.

phrase : « Nos relations prendront une nouvelle dimension »³⁰.

La rencontre intervenant une semaine avant le sixième sommet de la CEDEAO, donne de l'espoir à Houphouët ; espoir qui est vite déçu par l'opiniâtreté du leader malien visiblement encouragé et motivé par les réserves du Cap-Vert et de la Guinée Bissau quant à la signature du protocole de défense signé tout de même par les douze (12) autres États de la communauté régionale.

À défaut d'un consensus des pays de la CEDEAO, le protocole ne peut être mis en œuvre. Autrement, il faudrait créer une autre organisation des douze susceptible d'endosser, et de régir son fonctionnement.

Cet engagement politique et militaire, qui n'engage pas tous les États de la CEDEAO, est certes un grand pas au vu du nombre de signataires, mais ne satisfait pas véritablement le président ivoirien d'autant qu'un État frontalier au sien, le Mali en l'occurrence, ne s'y est pas engagé. Et cela constitue de fait une ouverture, de son point de vue, un passage exploitable par l'ennemi. Il décide alors de poursuivre le combat à la CEAO.

N'est-ce pas de cette structure que l'idée du pacte de non-agression est-elle partie ? L'avantage d'une telle démarche permettrait de mettre la pression sur le Mali qui y est le seul État non signataire du fameux pacte. Houphouët désire, par ailleurs constituer cette entente militaire qui intègre tous les États de la CEAO, afin d'éviter un climat de méfiance entre ses différents membres au risque de gangréner dangereusement la jeune organisation économique. La signature du pacte par les pays membres de la

CEAO aurait sans nul doute l'avantage de faire partager la même vision politique des États de la communauté.

Aussi, Houphouët espère-t-il plus que tout, l'utiliser éventuellement comme fer de lance contre une avancée probable des forces communistes.

3.2. La signature de l'accord-Cadre de l'ANAD

Moins de deux mois après le sommet de la CEDEAO de Freetown, le dossier de l'accord est réactivé à la CEAO. Les ministres réunis le 23 juillet 1981 adoptent le protocole. La latitude est donnée aux chefs d'État de signer le protocole d'application de l'accord cadre. C'est une victoire pour le chef de l'État ivoirien compte tenu le soutien militaire soviétique croissant en Afrique depuis 1975.

« Après 4 années d'étude (1977-1981), le protocole-cadre de l'ANAD vient enfin d'être signé »³¹, écrit l'envoyé spécial de *Fraternité Matin* à Dakar où étaient réunis les six chefs de l'État de la CEAO et celui du Togo les 14 et 15 décembre 1981 ; Moussa Traoré y a finalement souscrit. Eyadema est choisi par ses pairs comme le président en exercice des pays signataires de l'Accord de Non-agression et de Défense (ANAD).

Les États signataires s'engagent ainsi à ne pas recourir à la force et à la violence pour régler tout conflit qui pourrait surgir entre eux. Aussi souscrivent-ils à ne jamais tolérer ni abriter sur leur territoire respectif des opposants actifs, partisans d'actes subversifs de quelque nature contre un État membre. Enfin les pays signataires de l'ANAD conviennent de

³⁰ « Nos relations prendront une nouvelle dimension » in *Fraternité Matin* du vendredi 22 mai 1981, p.10

³¹ Auguste MIREMONT, « CEAO et ANAD : de l'économie à la sécurité » in *Fraternité Matin* du mercredi 16 décembre 1981, p.24

se prêter mutuellement assistance en cas d'agression³².

Concrètement,

Les États-membres de l'ANAD dans le cadre de l'assistance en matière de Défense, s'engagent chacun à fournir, en cas de nécessité, des moyens d'intervention (...) En cas de crise et en vue de constituer un État-Major interallié, les Gouvernements et États-membres participants directement à l'action militaire directe s'engage à détacher auprès du pays agressé au minimum un officier chargé des opérations, un officier chargé des transmissions, un officier chargé du renseignement et un officier chargé de la logistique³³.

C'est une sorte de compromis entre la thèse défendue par le Mali et celle des autres membres de la CEAO, même si le protocole additionnel de l'ANAD semble pencher du côté des seconds. Il n'est plus question de la constitution d'une force commune en temps de paix ; mais d'une qui ne serait constituée qu'en cas de crise c'est-à-dire en cas d'agression d'un État-membre.

La question qui mérite d'être posée est de savoir si le Mali avait les moyens de tenir tête longtemps aux autres membres de la CEAO sans courir le risque de s'isoler et de se priver de la solidarité dans une période de crise économique.

La signature de l'accord-cadre donne véritablement vit à l'ANAD après quatre années de stagnation. Le

président ivoirien le considère comme un gage de paix et de stabilité dans la sous-région.

Conclusion

La guerre d'Angola fait entrer l'Afrique dans une nouvelle ère d'affrontement militaire. Cette situation est un terreau favorable pour la grande puissance militaire soviétique qui y voit un moyen d'extension en Afrique. Les leaders francophones Houphouët et Senghor notamment proposent la signature d'un Accord de Non-Agression et de Défense pour se prémunir d'éventuels conflits que pouvait exploiter l'ennemi communiste.

D'un simple accord de non-agression, ils envisagent constituer dans le cadre de la CEDEAO un accord qui garantirait aussi la création d'une force, d'un commandement commun mobilisable en cas de besoin. Mais le grand espoir d'étendre le pacte de défense à la CEDEAO est fragilisé par des oppositions idéologiques. Houphouët et ses fidèles amis et alliés le ramène alors à la CEAO où il devient finalement une réalité.

Considéré comme un symbole d'unité et de paix, l'ANAD, la structure militaire, met en évidence le sens de l'anticipation du chef de l'État ivoirien dans un contexte sécuritaire trouble en Afrique.

³² « CEAO : Le Togo ratifie l'accord de non-agression » in *Fraternité Matin* N°5186 du vendredi 5 février 1982, p.28

³³ Protocole d'Application de l'Accord de Non-agression et de Défense (ANAD), signé

à Dakar, le 14 décembre 1981, Carton ANAD, Centre de documentation du Ministère des Affaires Étrangères de Côte d'Ivoire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

-SOURCES

AYE Jean-Pierre (envoyé spécial *Fraternité Matin*), « La guerre du Shaba : 3. La victoire de la solidarité » in *Fraternité Matin* N°3774 du lundi 6 juin 1977, p.18.

AYE Jean-Pierre (envoyé spécial *Fraternité Matin*), « La guerre du Shaba : 3. La victoire de la solidarité » in *Fraternité Matin* N°3774 du lundi 6 juin 1977, p.18.

BUCHET Jean-Louis, « CEAO : un pacte à oublier » in *Jeune Afrique* N° du 31 octobre 1979, p.25

MIREMONT Auguste, « CEAO et ANAD : de l'économie à la sécurité » in *Fraternité Matin* du mercredi 16 décembre 1981, p.24

POMONTI Jean-Claude, « Angola : une partition de fait se dessine sur le terrain » in *Le Monde* N°9503 du dimanche 10 et lundi 11 août 1975, p.1

« Zaïre : Des opposants au régime revendiquent la responsabilité des attaques contre trois villes du sud » in *Le Monde* N°9990 des dimanche 13 et lundi 14 mars 1977, p.4.

« Le 3^e sommet de la CEAO. Le président Senghor : une communauté à la fois cohérente et dynamique » in *Fraternité Matin* du mercredi 10 juin 1977, p.21

« CEDEAO : le 3^e sommet s'ouvre aujourd'hui à Lagos » in *Fraternité Matin* N°4042 du vendredi 21 avril 1978, p.1

« 3^e conférence de la CEDEAO : Le communiqué final » in *Fraternité Matin* N°4044 du lundi 24 avril 1978, p. 23

« CEDEAO. Pacte de défense : « Progressistes » et « Modérés » s'opposent » in *Fraternité Matin* du jeudi 22 mai 1980, p.28

« CEDEAO : Projet de défense : Les ministres se sont rencontrés hier à Lomé » in *Fraternité Matin* du mercredi 21 mai 1980, p.22

« CEDEAO : Selon Senghor, un pacte de défense pourrait être signé » in *Fraternité Matin* N°4589 du 14 février 1980, p.26

« 5^e sommet de la CEDEAO. Le Président Eyadema à l'ouverture : "Donnons à nos intérêts économiques le pas sur nos divergences politiques" » in *Fraternité Matin* du 28 mai 1980.

« CEAO : Le Togo ratifie l'accord de non-agression » in *Fraternité Matin* N°5186 du vendredi 5 février 1982, p.28

(AFP) « Angola : l'indépendance pour le 11 novembre 1975 » in *Fraternité Matin* du vendredi 17 janvier 1975, p.20.

« Angola : l'internationalisation du conflit » in *Afrique Contemporaine* N°83 de janvier-février 1976, p.21

-OUVRAGES

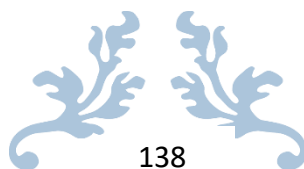
AIRCADI DE SAINT-PAUL Marc, 1989, *Politique africaine des États-Unis : mécanique et conduite*, Paris, éditions Nouveaux Horizons, 318 p.

LOISEAU Yves et DE ROUX Pierre Guillaume, 1987, *Portrait d'un révolutionnaire en général : Jonas Savimbi*, Paris, éditions Paris, Table Ronde, 352 p.

Numéro 012 Mars 2024
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°12 Mars 2024